

Notre Europe : souveraine, démocratique et fédérale

À des moments charnières de l'Histoire, les communautés doivent se montrer aptes à adapter leurs institutions politiques aux nouvelles circonstances, sous peine de sombrer dans un déclin irréversible. À la fin de la guerre froide, l'Union européenne a su prendre les mesures nécessaires, notamment par la création de l'union monétaire. Cependant, elle a été incapable de s'accorder sur une véritable politique sociale et fiscale pour l'euro. Plus tard, le Traité de Lisbonne viendra renforcer les pouvoirs législatifs du Parlement européen mais, une fois de plus, l'Europe ne parviendra pas à créer une union économique et politique plus forte pour parachever l'euro.

Ainsi, l'Union européenne n'était pas dotée des outils nécessaires pour réagir efficacement aux premiers grands défis et aux crises du XXI^e siècle : le crash financier de 2008, les flux migratoires de 2015-2016, la montée du national-populisme et le référendum de 2016 sur le Brexit. Ces échecs ont conduit au renforcement du rôle des gouvernements nationaux, une concentration, désormais excessive, des pouvoirs du Conseil européen, et des décisions régulièrement bloquées par des vetos, paralysant, ainsi, toute politique étrangère européenne forte et capable de promouvoir les intérêts stratégiques communs des Européens.

Cependant, le ton a changé. Face à la crise sanitaire et à l'effondrement économique qui en résulte, l'Europe a su réagir avec unité et détermination, indiquant même la voie à suivre pour l'avenir de l'intégration européenne. En mettant en place, pour la première fois, une stratégie commune de vaccination, elle a jeté les bases d'une « Europe de la santé ». Ensuite, elle a proposé un immense plan de relance financé par des emprunts communs, et qui seront remboursés, notamment, par les recettes provenant de nouvelles taxes européennes sur les géants du numérique et de la finance ainsi que sur les industries polluantes. Ce plan, de nature fédérale, constitue un grand pas en avant vers la création d'une Union financière et fiscale qui permettra d'affirmer la souveraineté de l'Europe tant sur le plan intérieur qu'extérieur. L'enjeu sera, maintenant, de la rendre permanente.

Aujourd'hui, en tant que citoyens européens, nous attendons avec impatience le début de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, un événement qui visera à rassembler aussi bien les citoyens, la société civile, les syndicats que les représentants des institutions politiques nationales et européennes. Il s'agira de débattre, ensemble, de la manière d'adapter nos institutions afin de poursuivre la construction de notre Europe, une Europe fédérale. Cela sera également l'occasion de réaffirmer que certaines décisions fondamentales en matière d'emprunts, de recettes et de dépenses ne peuvent plus rester indéfiniment dans les seules mains des gouvernements des États membres, mais doivent être prises collectivement d'une manière efficace, transparente et démocratique.

Nous avons besoin, aujourd'hui, d'une Union politique forte, légitime et correctement financée. Nous appelons à une Union qui soit capable de relever les grands défis transnationaux de notre temps, et d'agir de manière efficace dans un large champ de politiques : changement climatique, inégalités sociales, santé, migrations, Affaires étrangères et Défense. Par ailleurs, nous appelons à une démocratie européenne plus solide, reposant sur de véritables partis et mouvements politiques européens et animant des campagnes pour les élections européennes, avec la création d'une circonscription paneuropéenne et de listes électorales transnationales ayant à leur tête les candidats à la présidence de la Commission européenne.

Enfin, nous aspirons à une Union qui soit, à la fois, une communauté de destin et de valeurs, et un modèle pour le nouveau monde qui se forme, un modèle où les pays coexistent dans la paix, et à

travers une solidarité transfrontalière et sociale, tout en protégeant les droits humains, l'État de droit et les libertés fondamentales.

Nous croyons fermement que notre avenir réside dans une Europe démocratique et souveraine. Le moment est venu de la construire : c'est maintenant ou jamais. Nous ne devons pas manquer cette occasion.

Signataires initiaux :

Sandro GOZI

*Président de l'Union des fédéralistes européens (UEF)
et membre du Parlement européen (Renew Europe)*

Brando BENIFEI

*Président du groupe Spinelli
et membre du Parlement européen (Socialistes & Démocrates - S&D)*

Eva MAYDELL

Président du Mouvement Européen International et membre du Parlement européen (Parti populaire européen – PPE)

Esteban GONZÁLEZ PONS

Vice-président du groupe du PPE au Parlement européen

Danuta HÜBNER

Ancien membre de la Commission européenne, porte-parole du PPE au sein de la commission des affaires constitutionnelles du Parlement européen

Domènec RUIZ DEVESA

Vice-président de l'UEF et porte-parole S&D au sein de la commission des affaires constitutionnelles du Parlement européen

Gabriele BISCHOFF

Vice-président de Europa-Union Deutschland (EUD), S&D Vice-président au sein de la commission des affaires constitutionnelles du Parlement européen

Pascal DURAND

Porte-parole du groupe Renew Europe au sein de la commission des affaires constitutionnelles du Parlement européen

Daniel FREUND

Membre du Parlement européen (Verts/ALE) et représentant au sein du Bureau exécutif de la Conférence sur l'avenir de l'Europe

Damian BOESELAGER

Porte-parole des Verts/ALE au sein de la commission des affaires constitutionnelles du Parlement européen

Dimitrios PAPADIMOULIS

Vice-président du Parlement européen (GUE/NGL)

Fabio Massimo CASTALDO

Vice-président du Parlement européen (Membre non inscrit)